

sont les pays les plus pauvres, soit le Honduras et le Salvador, qui ont bénéficié du gros de cette aide.

Le Salvador

J'en arrive enfin à la partie la plus concrète de la motion qui exhorte le Gouvernement "à prendre des mesures en vue de parvenir à un règlement négocié de la guerre civile tragique qui sévit au Salvador".

Les liens qui unissent le Canada et le Salvador — liens historiques, linguistiques, culturels, commerciaux et autres — sont relativement ténus comparativement à ceux qui nous unissent avec d'autres pays et plus particulièrement les pays de l'hémisphère occidental. Le Salvador ne compte que 40 résidents canadiens; environ 100 Salvadoriens immigrent au Canada chaque année. Nous investissons moins de dix millions de dollars au Salvador et quant à nos exportations, elles ne se chiffraient en 1980 qu'à environ 15 millions de dollars. Les relations que nous entretenons avec le Salvador sont avant tout des relations d'aide; d'ailleurs, tous les programmes d'aide ont été interrompus en raison des troubles que connaît actuellement le pays.

Mais ce n'est pas parce que nous n'avons pas de liens historiques de longue date avec le Salvador que nous ne nous intéressons pas pour autant à ce qui s'y passe, en particulier aux actes de violence et à la violation continue des droits de la personne, traits caractéristiques de la situation politique actuelle dans ce pays. À ce titre, la position du gouvernement canadien demeure claire et inchangée.

Notre pays s'oppose catégoriquement aux ventes d'armes aux forces en présence au Salvador, comme je l'ai indiqué clairement ici même le 9 mars dernier. Notre pays continue de s'opposer, lors de rencontres bilatérales et multilatérales, aux violations des droits de la personne. Nous pensons également qu'une solution politique est toujours possible pour le Salvador.

Le président Duarte a prévu des élections pour 1982 en vue d'élire une assemblée constituante. Il a invité tous les partis politiques à se faire connaître en vue de ces élections, y compris les groupes extrémistes qui souhaitent déposer les armes. Il se dit désireux d'entamer des pourparlers avec la gauche et de discuter avec elle de la procédure électorale et du contrôle du déroulement des élections. Il a aussi fait savoir clairement qu'il se refusait à négocier la formation d'un gouvernement de coalition non élu et qu'il n'accepterait pas d'offres de médiation de tierces parties, qu'elles viennent de pays voisins comme le Venezuela et le Mexique ou de l'Internationale socialiste qui s'est engagée à aider le Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.).

Le leader du Nouveau parti démocratique (N.P.D.) est d'accord avec le F.D.R. pour dire que les élections prévues par la junte ne sont qu'un simulacre de démocratie dans les circonstances actuelles et qu'elles n'offrent pas une solution politique valable au conflit. De nombreux pays avec lesquels nous entretenons des relations amicales ne sont pas de cet avis. C'est le cas, notamment, du Venezuela et du Costa Rica.

Il est exact que tenir des élections ne manquera pas de causer d'énormes problèmes car le Salvador n'est pas réputé pour ses traditions démocratiques. De plus, extrémistes de gauche et de droite sont en lutte armée et, de part et d'autre, on n'est